



Négociations de cessez le feu : chronologie et faux-semblants

Description

Depuis le début de la campagne génocidaire menée par Israël à Gaza, les négociateurs travaillent à conclure un accord de cessez-le-feu. Retour sur la chronologie d'un faux-semblant de dialogue, alors qu'Israël perpétue ses massacres quotidiens dans la bande de Gaza tout en accusant le Hamas d'être l'origine de cette violence.

Par l'Agence Média Palestine, le 5 juin 2025



Depuis le début de la campagne génocidaire israélienne à Gaza, plusieurs phases de négociations ont eu lieu, chapeautées par différents médiateurs internationaux. Deux accords ont été conclus et mis en place, le premier entre le 24 et le 30 novembre 2023, le second entre le 19 janvier et le 18 mars 2025.

Ce dernier accord a été rompu suite à une trêve de deux mois comprenant un important échange de prisonniers, des entrées contrôlées de livraisons humanitaires et le retrait des troupes israéliennes de l'enclave palestinienne. Israël a refusé d'entamer les négociations en vue de la seconde phase de l'accord qui devaient mener à un cessez-le-feu définitif, et exigé une extension de la première puis une renégociation de ses termes, ce que le Hamas a jugé inacceptable. Israël a en réponse [fermé toute entrée de nourriture](#), de carburant ou de matériel dans la bande de Gaza le 2 mars, avant de [bombarder massivement](#) l'enclave dans la

nuit du 17 au 18 mars, tuant près de 426 Palestiniens et [coupant](#) court aux discussions.

Depuis la reprise de ses hostilités, Israël a assassiné plus de 4 821 Palestiniens et blessé 15 353 autres. Après avoir bloqué toute entrée d'aide humanitaire pendant près de trois mois, imposant une famine généralisée au peuple palestinien, il a donné son accord pour qu'une organisation soutenue par les États-Unis prenne en charge la distribution de l'aide alimentaire, encadrée par l'armée israélienne, qui est depuis accusée d'y tuer des « piétons mortels » aux Gazaouis affamés : depuis deux semaines, au moins 220 civils ont été assassinés dans ou à proximité de ces centres.

C'est dans ce contexte que les dernières négociations se tiennent, accompagnées de leur flot de déclarations contradictoires et lacunaires dans les médias. Pour mieux comprendre les enjeux de cette nouvelle phase de négociation, l'Agence Média Palestine s'est entretenue avec un professionnel de la médiation qui a pris part au développement de ces négociations.

Les États-Unis, arbitre et partie dans les négociations

Pour se repérer dans la longue chronologie des négociations en vue d'un cessez-le-feu à Gaza, notre source repère deux phases : sous la présidence de Joe Biden, et celle Trump. Les États-Unis en effet sont un acteur clé de ces discussions, tenant à la fois le rôle de médiateurs et de partie en tant qu'allié historique et inconditionnel d'Israël.

Plusieurs responsables ayant participé aux négociations pendant l'administration Biden admettent avoir, a posteriori, des doutes sur la volonté réelle d'Israël et des États-Unis d'aboutir à un cessez-le-feu. Tout en affichant les objectifs de libération des prisonniers et d'affaiblissement des conditions matérielles du Hamas, Israël poursuit sa guerre et fait piétiner les négociations, mais les négociateurs rapportent qu'ils percevaient à ce moment-là la stratégie d'Israël comme un report et non un refus d'aboutir à un accord. Avec le recul, certains pensent maintenant qu'Israël n'avait aucune intention de cesser sa campagne.

L'arrivée de Trump, paradoxalement, fait souffler un vent d'optimisme parmi les médiateurs. La Maison blanche semble plus encline à faire pression sur Israël : les déclarations bruyantes et contradictoires du président États-unien sont interprétées comme une stratégie de confusion et de pression. Oman, pays de négociation connu pour sa discrétion et facilitation de discussion, est choisi.

Un cessez-le-feu illusoire

Mais il n'y a pas eu de cessez-le-feu, résume le médiateur avec qui nous nous entretenons. La première phase d'un accord [conclu](#) en janvier a été déclarée comme réalisée, mais cela est techniquement faux. D'une part car Israël a, tout au long des deux mois que devait durer cette phase, [violé le cessez-le-feu](#) par des attaques ciblées dans la bande de Gaza et l'obstruction faite à l'entrée de l'aide humanitaire. D'autre part, par le refus de poursuivre les négociations en vue de la seconde phase, puis la remise en cause des points centraux de la première.

D'après l'ouvrier, Israël remet explicitement en question des points sur lesquels il s'est pourtant engagé, notamment l'entrée de l'aide humanitaire et le retrait des troupes israéliennes. Petit à petit, les États-Unis se rangent également à ce parti. Ce n'est donc pas seulement un refus d'aller plus en avant mais un retour en arrière que le Hamas annonce.

En mars, avec l'annonce officielle du cessez-le-feu, les discussions semblent au point mort. Une tentative des pays du Golfe et du Qatar propose de reprendre les négociations, qui semblent interrompues par la visite de Trump au Moyen-Orient. Notre source suppose que d'autres points de négociation auraient été abordés lors de cette visite, mettant de côté la Palestine dans les discussions qui ont lieu au Qatar.

Le processus de négociation concernant le cessez-le-feu à Gaza reprend cependant, mais son centre de gravité est déplacé de Doha (Qatar) à Mascate (Oman) : symboliquement, cela montre une volonté des Omanais de chercher un accord global, car cette ville est historiquement le lieu de négociations concernant l'Iran et le Yémen davantage que Gaza. Bien entendu, les nouvelles attaques israéliennes envers l'Iran et les réactions en chaîne qui les ont suivies ont pesé de grandes incertitudes quant à la possibilité d'un tel accord à court ou moyen terme.

Le dernier accord discuté, proposé par les États-Unis et accepté par le Hamas dans une version amendée, est représentatif du dialogue inégal et de sa narration erronée par la plupart des médias : le groupe palestinien est présenté comme ayant refusé cet accord, quand il en a en réalité accepté la majeure partie, quand bien même cet accord revient sur l'accord précédemment conclu, celui de la fameuse 1^{ère} phase.

Le Hamas fait des concessions évidentes. Depuis mars, il refusait de renégocier la première phase : cessez-le-feu, retrait des troupes israéliennes et entrée massive de l'aide humanitaire. Le plan proposé par les États-Unis comprend un cessez-le-feu temporaire, un retrait partiel et des entrées contrôlées. Selon notre source, le Hamas accepte de revenir sur ces points mais propose des formulations différentes, notamment en demandant une voie vers un cessez-le-feu permanent.

Il semble aussi que le Hamas accepte l'ouverture de discussions quant à un potentiel « après » : jusqu'ici le groupe palestinien acceptait de quitter la gouvernance de Gaza, mais exigeait l'assurance que cette gouvernance resterait palestinienne et ne serait pas imposée par des tiers. Selon nos sources, même ce point semble être de plus en plus ouvert dans les discussions. Israël accuse pourtant systématiquement le Hamas de « revenir en arrière », tout en imposant, à chaque nouvelle concession palestinienne, un nouveau recul sur des termes déjà conclus.

Une résolution de l'ONU pour le cessez-le-feu

Hier l'Assemblée générale de l'ONU a adopté une résolution, pour la première fois depuis 20 mois, exigeant un cessez-le-feu à Gaza. Le texte a été adopté par 149 voix pour, 12 contre et 19 abstentions. Cette décision a été prise lors d'une session d'urgence, dispositif permettant à l'ONU de contourner le conseil de sécurité lorsque celui-ci se retrouve bloqué, en l'absence d'unanimité parmi ses cinq membres permanents à savoir la Chine, les États-Unis, la France, la Russie et le Royaume-Uni qui disposent d'un droit de veto sur toute décision.

Depuis le début de la campagne génocidaire d'Israël à Gaza, les États-Unis apposent en effet un veto à toute résolution exigeant un cessez-le-feu, tout en arbitrant en parallèle ses négociations, se proposant d'être à la fois juge et partie. Selon de nombreux analystes, cette guerre n'est pas une guerre israélienne, c'est aussi une guerre américaine. Beaucoup y voient une entreprise de réorganisation de la région par l'élimination des obstacles et acteurs récalcitrants, ce qui ne constitue pas seulement un objectif israélien.

date création

2025/06/17